

27/10/2015

<http://mclams.free.fr>

Proposition d'un plan de résolution du conflit israélo-palestinien

Faute de partenaire pour négocier, l'autorité palestinienne a officiellement reconnu, par la voix de son premier ministre, la fin des accords d'Oslo. Cet échec pourrait pousser les palestiniens vers une troisième intifada qui ne fera qu'empirer la situation. Il devient urgent de définir une nouvelle stratégie pour arriver à une paix durable.

La solution à deux États ayant été refusée par Israël, l'autorité palestinienne devrait maintenant changer de stratégie et évaluer une solution à un seul État composé de citoyens de différentes confessions. Cette solution possède de nombreux avantages. D'abord, elle permet d'éviter de nouveaux déplacements de population en limitant le périmètre des négociations au strict minimum (le nom du pays, le drapeau, l'hymne). Ensuite, elle prend en compte la réalité des imbrications économiques, culturelles et sociales entre les deux populations (environ 20% des citoyens israélien sont déjà des palestiniens). Enfin, elle marginalise les intégristes des deux cotés en actant un État multiconfessionnel.

Pour asseoir cette solution l'autorité palestinienne doit promouvoir l'organisation d'un référendum, sous l'égide de l'ONU, qui demandera simultanément aux citoyens des deux pays de trancher entre une solution à un seul État et une solution à deux États séparés par une frontière respectueuse du droit international. La solution à un seul État devra être majoritaire dans les deux pays pour être retenue, dans le cas contraire ce sera l'autre solution qui l'emportera.

L'autorité palestinienne aura plutôt intérêt à faire campagne pour un seul État, solution qui a le mérite de prendre en compte l'imbrication des deux peuples et d'éviter d'éternelles négociations. On peut donc supposer que cette solution sera majoritaire chez les Palestiniens. De même, la majorité silencieuse d'Israël, lassée d'un conflit sans fin et qui ne demande rien d'autre que de vivre pacifiquement et libérée des pressions des extrémistes, devrait permettre de rendre majoritaire la solution à un seul État dans leur pays. Si jamais les citoyens votent dans le sens contraire, les Palestiniens pourront toujours s'appuyer sur cette légitimité populaire et sur la résolution de l'ONU pour voir naître leur État et entamer un vrai processus de négociation. Le déficit de l'autorité palestinienne devient donc de forcer Israël à participer au référendum.

Pour atteindre ce but, les Palestiniens doivent organiser une grande marche pacifique vers Jérusalem, afin d'occuper le centre ville tant que l'organisation du référendum n'est pas actée par les autorités Israéliennes et par l'ONU. La marche doit être pacifique et joyeuse, il s'agit de sympathiser avec les soldats, de maîtriser les intégristes palestiniens et de ne pas répondre aux provocations des extrémistes juifs. Deux trajets seront disponibles. Un premier convoi partant de Ramallah doit agglomérer les populations du nord, et un deuxième convoi partant de Bethléem doit rassembler les populations du sud. Le Mûr sera donc ébréché par le nord et par le sud. Le moyen à utiliser pour franchir le Mûr devra être soigneusement étudié (échelles, destruction locale maîtrisée ou forçage pacifique des points de passage). Les autorités palestiniennes marcheront en première ligne. Pour que cette stratégie fonctionne, il faudrait au minimum un demi million de personnes à Jérusalem, soit au moins deux cent mille personnes par cortège.



Cette marche pacifique mettra une pression considérable sur Benyamin Netanyahou qui ne prendra pas le risque de devenir le Bachar al-Assad israélien en tirant sur une population pacifique. La communauté internationale, impuissante depuis des décennies, devrait aussi pousser pour cette consultation démocratique. Si l'issu du référendum, organisable en quatre mois, est favorable à la solution à un seul État, l'accession à la citoyenneté israélienne pourrait être extrêmement rapide pour les Palestiniens. On peut donc imaginer une résolution du conflit en moins d'un an. Ce serait une première lueur d'espoir dans un moyen-orient à feux et à sang.

L'autorité palestinienne devrait acter le refus actuel d'Israël d'une solution à deux états. Il faudrait désormais entrer dans une nouvelle démarche, résolument démocratique et pacifique, en proposant une cohabitation des deux religions au sein d'un même État. En gagnant le combat des cœurs, les partisans du vivre ensemble pourront faire tomber un nouveau mûr de la honte en quelques mois. L'inverse d'une intifada des couteaux qui n'apportera que du sang et des larmes.